



DU NOUVEAU POUR LA GESTION DES « PETITES » LIGNES

L'automne 2019 fut celui de l'achèvement du parcours législatif de la Loi d'Orientation des Mobilités, avec son adoption par le Parlement le 19 novembre. Parmi les dispositions commentées figure la confirmation du principe de transfert de maîtrise d'ouvrage et/ou de gestion de certaines lignes de desserte fine des territoires aux régions intéressées. L'AGIFI a suivi de près ces discussions et accueilli positivement le vote de la Loi, convaincue que l'article 46 bis apporte au système ferroviaire un nouveau champ des possibles. Il conviendra de traduire concrètement ces opportunités par l'évolution des pratiques, des organisations, une évolution des normes techniques, mais aussi une montée en puissance des autorités organisatrices de la mobilité sur les enjeux liés aux infrastructures. Ceux-ci incluent, entre autres, la question de la définition et du suivi de la performance, les diagnostics de l'état de l'infrastructure et les schémas contractuels adaptés.

Plusieurs événements publics ont été organisés ces derniers mois autour de cette nouvelle possibilité afin d'identifier les points de vigilance et les axes de travail : périmètre du transfert, enjeux de sécurité, enjeux techniques, enjeux liés au pilotage de ces projets ...

Dans ces différentes enceintes, Loïc Dorbec, Président de l'AGIFI, a témoigné de l'apport d'acteurs alternatifs dans la gestion d'infrastructures ferroviaires en France. Il a rappelé que celui-ci réside, en premier lieu, en la sanctuarisation de ressources dédiées au projet sur le long terme et en un engagement de performance opérationnelle dans la durée, grâce à l'élaboration et au suivi attentif de critères de performance précis. Ces acteurs apportent par ailleurs de la transparence au système, mais aussi des méthodes et des organisations nouvelles. Ils sont vecteurs d'innovation et d'optimisation.

Loïc Dorbec a également insisté sur la nécessité de ne pas encadrer de façon trop limitative le champ d'application de la Loi, afin de ne pas priver le secteur ferroviaire d'opportunités nouvelles.

ÉCHOS DE NOS INFRASTRUCTURES

JUMELAGE DES GARES DE BORDEAUX SAINT-JEAN ET LONDRES SAINT-PANCRAS : PREMIER PAS VERS UNE LIAISON BORDEAUX-LONDRES



Prise de parole de Claude Soland, directeur général de SNCF Gares & Connexions, durant l'officialisation du jumelage des gares de Bordeaux Saint-Jean et de Londres Saint-Pancras International.

Le 18 octobre dernier, LISEA, concessionnaire de la LGV SEA, participait aux côtés de SNCF Réseau, HS1, et Eurotunnel à la cérémonie

de jumelage des gares de Bordeaux Saint-Jean et Londres Saint-Pancras International.

Cette initiative constitue une première étape vers une liaison directe Bordeaux-Londres via la LGV SEA. Le jumelage de ces « hubs » multimodaux vise à faciliter le développement des échanges de bonnes pratiques, notamment sur la gestion technique des locaux, l'exploitation de la gare et de ses installations ainsi que sur la gestion et la préservation du patrimoine historique et culturel. Cette initiative marque aussi la volonté de renforcer l'ouverture internationale des deux métropoles.

CONTOURNEMENT NÎMES-MONTPELLIER : SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENVIRONNEMENTALE AVANT LA MISE EN SERVICE DE LA GARE DE NÎMES PONT-DU-GARD

Oc'Via et Oc'Via Maintenance ont signé le 14 novembre 2019 une convention avec le Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon (CEN L-R). Cette convention, qui les lie jusqu'en 2037 et les associe à la Chambre d'Agriculture et au Centre Ornithologique du Gard, a pour but de planifier la gestion et le suivi des mesures compensatoires environnementales, liées à la réglementation « espèces protégées », du CNM. Oc'Via et Oc'Via Maintenance confient ainsi à leurs partenaires la gestion courante des parcelles compensatoires (travaux écologiques, suivis naturalistes, diagnostics agricoles, etc.), le maintien du foncier dans la durée et le suivi de l'efficacité des mesures. La forte implication, dans ce partenariat, de 120 cu



Gilles Rakoczy, directeur général d'Oc'Via, Arnaud Martin, président du CEN L-R, Bruno Dabilly, président d'Oc'Via Maintenance, Magali Saumade, présidente de la Chambre d'Agriculture du Gard, et Jean-Pierre Trouillas, président du centre ornithologique du Gard, lors de la signature officielle de la convention.

teurs partenaires, constitue une démarche positive en faveur de la préservation de la biodiversité sur les surfaces engagées (1700 hectares).

AGENDA

• 14 Novembre

25 ans de l'ouverture du tunnel sous la Manche au transport de voyageurs.

• 18 Novembre

Fin de la période de consultation sur le projet de version modifiée du DRR pour l'horaire de service 2020 et la première version du projet pour 2021.

• 19 Novembre

Adoption du projet de loi d'orientation des mobilités par le Parlement.

• 25 Novembre

Rencontres de l'Observatoire environnemental de la LGV SEA Tours-Bordeaux et Colloque de Régions de France sur le thème : « La concurrence pour de vrai », intervention de Loïc Dorbec, Président de l'AGIFI.

• 15 Décembre

Mise en service de la gare de Nîmes Pont-du-Gard entraînant l'augmentation de la circulation TGV sur le CNM.

• Janvier 2020

Journée REX Inter-GI : co-organisé par SNCF Réseau, cet événement permettra aux gestionnaires d'infrastructures ferroviaires d'échanger sur des sujets opérationnels d'intérêt commun.

RESTONS CONNECTÉS



www.agifi.org



@AGIFfrance
#leRailAutrement



www.youtube.com/watch?v=D3b6WPtbqIM



13-15 rue Taitbout 75009 Paris



+33 (0)1 48 01 47 45

« LA PROLIFÉRATION D'INNOVATIONS DANS LE SECTEUR DE LA MOBILITÉ N'ÉPUISE PAS LE SUJET DES BESOINS EN TERMES D'INFRASTRUCTURES. »

David Valence, vice-président de la région Grand Est.

COMPENSATION ET SUIVIS ÉCOLOGIQUES : DES RÉSULTATS TRÈS ENCOURAGEANTS POUR ERE ET LISEA

Les gestionnaires d'infrastructures ferroviaires indépendants sont tenus, par la loi LOTI de 1982, à la réalisation de bilans environnementaux (un bilan intermédiaire et un bilan final). En 2019, ERE et LISEA ont ainsi remis des bilans LOTI intermédiaires qui s'appuient sur les travaux de leurs observatoires environnementaux respectifs. Ces travaux, également en lien avec la démarche « éviter, réduire, compenser », apportent des résultats encourageants quant à leur engagement dans la réduction de leur empreinte environnementale. C'est dans ce cadre qu'ERE organisait le 27 septembre dernier, en présence du Préfet de la Mayenne, le 5^e colloque de l'Observatoire Socio-économique et Environnemental de la LGV Bretagne-Pays de la Loire. L'association Mayenne Nature Environnement a notamment présenté les résultats de ses études menées sur la reconquête de la vallée du Vicoïn par la loutre. De son côté, LISEA a partagé les premiers résultats des études de suivis le 25 novembre lors des Rencontres de l'Observatoire environnemental de la LGV SEA en présence d'Alain



Visite sur le terrain lors du 5ème colloque de l'Observatoire environnemental de la LGV Bretagne-Pays de la Loire.

Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine, de Patrick Bobet, président de Bordeaux Métropole, d'Alain Quinet, directeur général délégué de SNCF Réseau, d'associations de protection de la nature, d'experts naturalistes et de scientifiques. Les « bilans finaux LOTI », qui mesureront l'impact socio-économique et environnemental de ces infrastructures, seront réalisés en 2022, soit 5 ans après leur mise en service.

L'AGIFI EN BREF

UN BUREAU PARTIELLEMENT RENOULÉ POUR L'AGIFI



Marc Milosevic Gilles Rakoczy

L'AGIFI n'a pas uniquement changé de président en 2019, son conseil d'administration et son bureau ont également évolué. Pour Oc'Via, Gilles

Rakoczy succède à Alexis de Pommerol au poste de directeur général tandis que Marc Milosevic a pris la présidence de SYNERAIL, succédant à François Celier. Gilles Rakoczy est devenu directeur général d'Oc'Via le 1er mai dernier après avoir été directeur général du Groupement Européen d'Intérêt Économique (GEIE) en charge de la gestion et de l'exploitation du tunnel du Mont-Blanc. Marc Milosevic a fait une grande partie de sa carrière chez VINCI, notamment en tant que directeur technique pour deux projets autoroutiers en Grèce. Il est désormais vice-président de VINCI Railways.

NOUVELLES DU SECTEUR FERROVIAIRE

« MOBILITÉS DU FUTUR ET INTERMODALITÉ » : GRAND SUCCÈS POUR LE COLLOQUE ANNUEL DE L'AFRA



Prise de parole de Brice Bohuon, directeur général adjoint de Transdev France, lors du colloque annuel de l'AFRA.

Le colloque annuel de l'AFRA s'est tenu le 7 novembre à Paris. Structuré autour de trois thématiques : « Mobilités du futur et intermodalité » ; « Territoires et Transport » ; « Ferroviaire : un mode de transport propre ? », il a permis à de nombreux intervenants d'insister sur la pertinence du rail face au défi climatique et de rap-

porter les besoins en investissements du secteur. L'ART a insisté sur le rendez-vous très attendu que représente la signature du contrat de performance à venir entre SNCF Réseau et l'État. Le développement du MAAS et des réflexions sur l'avenir des gares et des lignes de desserte fine des territoires ont également été abordés. L'ouverture à la concurrence fut au centre des discussions, tant du point de vue des opportunités qu'elle représente que des écueils à éviter. Claude Steinmetz, Président de l'AFRA, a pu revenir, devant une salle comble, sur les attentes des nouveaux entrants dans ce contexte. Il a insisté sur la « nécessaire transparence », les enjeux de gouvernance et le sujet des données, en particulier des données de maintenance, indispensables à la sécurité des circulations et du personnel.

3 QUESTIONS À...

JACQUES GOUNON,
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE GETLINK



Après 15 années passées à la tête de Getlink, quel est votre bilan ?

Le Groupe a considérablement évolué, passant d'une société au bord de la faillite à une capitalisation boursière de plus de 8 Mds d'euros. Notre cœur de métier a également changé : nous avons développé nos offres et créé un service « premium ». La société est très digitalisée. Nous améliorons en permanence le service que nous of-

frons aux touristes ou aux transporteurs de marchandises. Le tunnel sous la Manche, qui assure aujourd'hui 1/4 des flux entre la Grande-Bretagne et le continent européen, est devenu un moteur des échanges et de la croissance de toute l'Europe. En tant que groupe diversifié dans le fret ferroviaire, activité rentable pour nous, nous préparons l'exploitation d'une interconnexion électrique avec ElecLink. Notre stratégie « bas carbone » va accélérer notre développement dans les prochaines années.

Comment se positionne Getlink sur le sujet de l'ouverture du marché ferroviaire en France : TER, et éventuellement grande vitesse ?

Getlink a signé un partenariat avec le groupe RATP afin de répondre aux futurs appels d'offres. Les complémentarités stratégique et technique de nos deux entreprises permettront de proposer des offres pertinentes pour développer la mobilité dans les territoires, et in fine de proposer une qualité de service supérieure à l'existant.

Quel regard portez-vous sur le modèle concessif et son potentiel pour développer de grands projets d'infrastructures ?

Les grands projets d'infrastructures, trop souvent reportés voire abandonnés, sont indispensables. Ils contribuent à l'essor durable des sociétés. Les investisseurs étrangers reconnaissent l'attractivité de la France sur ce point. Ce modèle permet de donner une visibilité sur les revenus et les retours sur le long terme. De plus, l'investisseur privé est plus réactif que les États, par exemple en matière de protection de l'environnement. En clair, le modèle concessif créé de la valeur au profit de tous.

INNOVATION



Projet TC-Rail : nouveau palier franchi vers le train autonome

La SNCF, Railenium, Actia Telecom, le CNES et Thales ont franchi un cap dans la réalisation du projet Train Autonome. La première circulation d'un train conduit à distance a été testée sur une distance de 4 kilomètres, entre Villeneuve-Saint-Georges et Juvisy. Le train était piloté depuis le site de conduite à distance expérimental de Vigneux-sur-Seine. Deux technologies ont pu être testées dans ce cadre : la transmission satellite et l'utilisation du réseau cellulaire privé LTE (Long term evolution). Ces expérimentations, qui seront approfondies au cours des prochains mois, s'inscrivent dans le projet de téléconduite sur rail (TC-Rail) lancé par la SNCF et ses partenaires en octobre 2017. Ces tests représentent une étape importante pour la SNCF qui souhaite commencer à faire circuler des trains entièrement autonomes à partir de 2023.